

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

LE PRÉSIDENT DE LA COUR DES COMPTES :

# «Un déficit dans les ressources humaines»

**Reçu mardi dernier par les membres de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale, le président de la Cour des comptes — qui occupe cette fonction depuis mars 1995, soit 22 longues années —, a fait état d'un «déficit dans les ressources humaines» au niveau de l'institution dont il a la charge.**

Le président de la Cour des comptes, Abdelkader Benmarouf, a affirmé que l'année 2018 verra la mise en place d'une commission chargée de la mise en œuvre par les entreprises des recommandations de la Cour des comptes, saluant «la dynamique continue» que connaît cette instance en matière d'amélioration de la mission de contrôle.

Dans le cadre du prochain programme annuel de la Cour des comptes, il sera procédé à la mise en place d'une commission chargée du contrôle du respect et de l'application de ses recommandations par les entreprises, a précisé M. Benmarouf qui répondait aux préoccupations des membres de la commission des finances et du budget lors d'une réunion présidée par son président, Mahdjoub Beda, consacrée à l'examen du projet de la loi de finances relatif au règlement du budget de l'année 2014.

Il a relevé «un grand changement» en ce qui concerne le respect des recommandations de la Cour des comptes par les entreprises publiques, ajoutant que le Premier ministre a instruit les membres de son gouvernement de prendre en considération ces recommandations. «Cette commission regroupe 150 magistrats en sus de 50 auditeurs, ce qui

dénote un déficit dans les ressources humaines», a-t-il précisé, en réponse aux questions des membres de la commission sur les ressources matérielles et humaines dont dispose la Cour des comptes pour assurer sa mission de contrôle. Il ne s'est pas étalé sur les raisons de ce déficit, ni sur la stratégie pour y remédier : restrictions budgétaires imposées à la Cour des comptes ? Départs massifs à la retraite de magistrats ayant capitalisé une expérience ? Conditions de travail difficiles ? Atmosphère délétère au sein des organes de la Cour des comptes ? Absence d'alternance au niveau des postes de responsabilité ? Déroulement de carrières des magistrats sur la base du clientélisme et du favoritisme ?

## L'administration des impôts dans le collimateur

Concernant le projet de la loi de finances relatif au règlement du budget de l'année 2014 présenté par le président de la Cour des comptes, le déficit budgétaire au sein de l'Etat a connu une augmentation de près de 3 221 milliards de dinars en 2014, soit une augmentation de 16% par rapport à 2013.

Ce déficit est dû aux faibles recettes du budget, estimées à



Photo : DR

près de 3 924 milliards de dinars, soit une hausse de près de 0,85% et à l'augmentation des charges budgétaires estimées à 7 145 milliards de dinars, soit une hausse de 7,46%.

45% des dépenses de gestion ont été consacrées à la couverture des dépenses des fonctionnaires et 1/5 du budget de l'Etat est composé des affectations sociales, a fait savoir le responsable. Le déficit global du Trésor a atteint 1,334 milliard de dinars jusqu'au 31 décembre 2014, soit 8% du PIB. Concernant les résultats d'analyse de l'exécution du budget pour l'exercice 2014, la Cour des comptes a affirmé que «les horizons d'atteinte des niveaux optimaux des recettes ordinaires n'ont pas encore été atteints en raison des carences enregistrées par rapport aux estimations (-294 milliards de

dinars)», en sus d'une part considérable de la fiscalité pétrolière, qui représente près de 61% des recettes dont le surplus est versé dans le Fonds de régulation des recettes. Les retards enregistrés dans l'amélioration de la structure des recettes du budget, selon le rapport de la Cour, reflètent les difficultés auxquelles fait face l'administration des impôts à développer certains types d'im-

pôt, notamment l'impôt sur les biens et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Impuissance de l'administration des impôts à exercer ses missions ? Absence de volonté politique à faire respecter les lois relatives aux impôts ? Modernisation en panne ? Manque de moyens et manque de compétences ? Un peu de tout ça à la fois...

Djilali Hadjadj avec APS

## Le président de l'ONPLCC met en avant la volonté politique de lutter contre la corruption

Le président de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLCC), Mohamed Sebaïbi, a indiqué mardi dernier à Alger qu'il existait une volonté politique de lutter contre le phénomène de la corruption, conformément aux instructions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Le président Bouteflika «a clairement fait état de la volonté politique des pouvoirs publics en matière de prévention et de lutte contre la corruption», a précisé M. Sebaïbi qui présidait l'inauguration du nouveau siège de l'ONPLCC, ajoutant que la confiance placée par le chef de l'Etat dans les membres de cet organe «incite à consentir davantage d'efforts pour avoir davantage de succès». «Le phénomène de la corruption déstabilise les Etats, multiplie les entraves au développement économique et social et atteinte à la dignité humaine», a-t-il dit. Pour le président de l'ONPLCC, la lutte contre le phénomène de la corruption qui menace les nations et la communauté internationale depuis plusieurs siècles doit être multiple, permanente et coordonnée.

L'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption a pour mission principale de proposer une politique globale de prévention de la corruption.

Le président de la République avait nommé ses membres en septembre 2016 en application des dispositions de la Constitution adoptée en février 2016. L'article 202 de la Constitution stipule qu'«il est institué un Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, autorité administrative indépendante placée auprès du président de la République et jouissant d'une autonomie administrative et financière». Cet organe est chargé notamment «de proposer et de contribuer à animer une politique globale de prévention de la corruption, consacrant les principes de l'Etat de droit et reflétant l'intégrité, la transparence ainsi que la responsabilité dans la gestion des biens et des deniers publics».

L'ONPLCC adresse au président de la République «un rapport annuel d'évaluation de ses activités liées à la prévention et à la lutte contre la corruption, mentionnant les insuffisances qu'il a relevées en la matière et les recommandations proposées, le cas échéant».

D. H.

## LE RÉVEIL DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES ?

### 150 fonctionnaires de l'IGF formés par leurs collègues espagnols

Un jumelage institutionnel entre l'Inspection générale des finances (IGF) et l'Institut espagnol d'études fiscales a été lancé officiellement lundi dernier. Ce jumelage d'une durée de 24 mois prévoit 69 missions d'échange et la formation de quelque 150 fonctionnaires de l'IGF. Il devrait permettre à l'IGF de bénéficier d'un appui précieux pour franchir de nouvelles étapes dans ses efforts de modernisation», a déclaré le ministre des Finances, Hadji Baba-Ammi, lors de la cérémonie de lancement de cette coopération. «Il est attendu un apport concret de l'expérience espagnole en termes de renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et professionnelles de l'IGF, pour mieux répondre aux exigences de la bonne gouvernance des finances publiques», a-t-il ajouté.

Un instrument au service de la moralisation de la vie publique

Toujours selon le ministre des Finances, à l'issue de ce jumelage, l'IGF devrait pouvoir axer ses interventions sur les principaux risques préalablement identifiés et rehausser le niveau d'expertise de son personnel opérationnel en matière de contrôle, d'audit et d'évaluation des grands projets et des politiques publiques, a expliqué M. Baba-Ammi.

«Cet apport d'expertise espagnole et communautaire est d'autant plus important que les pouvoirs publics s'attellent à renforcer le rôle de l'IGF dans le système de gouvernance des finances publiques tant en termes de l'amélioration de la gestion publique que de la moralisation de la vie publique à travers la prévention contre les risques de fraudes et autres pra-

tiques déviantes», a-t-il souligné. De son côté, le chef de l'IGF, Ali Terrak, a indiqué que ce jumelage, couplé à l'assistance technique en cours de finalisation avec la Banque africaine de développement (BAD), «va assurément donner une autre dimension à cette institution et lui permettra de faire un bond qualitatif en matière de méthodologie, de préparation, de conduite, de restitution et de suivi de ses missions». Pour lui, l'IGF doit «s'impliquer et anticiper les réformes des autres secteurs en s'élevant progressivement en force de proposition, de conseil et d'aide à la décision». C'est dire si le gouvernement reconnaît implicitement les multiples défaillances de l'IGF. Est-ce pour autant l'amorce d'un début de réveil de l'IGF? Rien n'est moins sûr...